

habitants des villes et des campagnes seraient mis en relations plus étroites et finiraient par se mieux comprendre, car, à mon avis, les cultivateurs ont contribué sensiblement à l'équilibre de notre économie, surtout pendant les années de guerre. Nous lisons dans les journaux, et nous l'apprenons aussi d'autres sources, qu'on diminuera probablement l'impôt sur le revenu cette année. On nous laisse entendre que le budget renfermera une disposition en ce sens. J'espère que cette réduction n'est pas qu'une illusion, car elle se fait attendre déjà depuis trop longtemps. Les Canadiens, à mon avis, soupçonnent que le Gouvernement a retardé cette baisse jusqu'au moment où il pourrait la présenter au peuple en vue de faciliter sa réélection. Cette tactique n'est pas bien honnête, mais si j'en juge par les rapports qui me parviennent de toutes les parties du Canada, la diminution des impôts consentie dans le budget ne sera pas assez considérable et elle arrivera trop tard pour donner les résultats souhaités.

Je pourrais vous parler de plusieurs taxes, mais il est assez difficile d'en choisir une qui semble plus injuste que les autres. Nombreuses sont les interventions auprès des députés, par lettres ou autrement, au sujet de la taxe sur les bijoux. Ce n'en est qu'une, et je n'en parlerai pas bien longuement, car d'autres députés ont déjà traité cette question. Je veux surtout parler du représentant de Red-Deer (M. Shaw) qui a prononcé un discours l'autre soir. J'ai lu ce discours et j'invite les députés à se reporter à la page 771 du compte rendu où, semble-t-il, il a fort bien exposé la situation. Je crois qu'en maintes occasions on a réclamé avec instance auprès du ministre des Finances (M. Abbott) au sujet de cet impôt. Nous pouvons donc sincèrement espérer que la question sera étudiée, car nous tenons tous à ce que les entreprises commerciales de nos localités respectives puissent prospérer. Je sais qu'elles en souffrent beaucoup à l'heure actuelle.

Je comptais parler longuement de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, mais je ne tiens pas à revenir sur ce qui a été dit. A ce stade du débat, il est assez difficile de parler d'un sujet qui n'a pas déjà été traité. A propos de l'activité de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre dans ma localité, je ne saurais faire mieux que de vous reporter aux observations formulées il n'y a pas très longtemps par le représentant de Hastings-Peterborough (M. White). Après avoir écouté et lu son discours, qu'il me suffise de dire que j'ai observé la même chose dans la circonscription de Leeds. Je renvoie les membres de la Chambre aux pages 158-159 du compte rendu, où le député parle des faits dont il

a été témoin. Je tiens seulement à ajouter que j'approuve ses observations. Il me semble qu'il est grand temps d'apporter des changements radicaux.

Je passe à une question que j'ai soulevée plus d'une fois alors que nous étions saisis des crédits: la poste rurale. J'ai dit au début de mes remarques que j'allais étudier plusieurs sujets; celui-ci est du nombre. J'ai signalé à plusieurs reprises au ministère des Postes qu'un grand nombre de nos gens des régions rurales ne bénéficient pas de la poste. Ainsi que je l'ai toujours soutenu, quand ce service est accordé à un habitant d'une région rurale, il doit l'être à tous, dans la mesure du possible évidemment. Je sais des cas d'injustice flagrante dans ma circonscription, d'une injustice qui s'explique mal. J'ai déjà dit à la Chambre qu'il y aurait lieu d'effectuer une étude des divers circuits de poste rurale. Il en est qui, bien que beaucoup plus courts que d'autres, devraient comporter une meilleure rémunération. Il faut tenir compte de l'état des routes et de plusieurs autres facteurs. A défaut de cette étude, il est impossible que le fonctionnaire qui se trouve à Ottawa sache quel itinéraire il convient de fixer ni ce que doit être le coût raisonnable de la livraison. Je n'insiste pas davantage.

Il est une autre question qui m'intéresse beaucoup et dont j'ai déjà parlé à diverses reprises. En passant, je désire vous faire connaître encore une fois mon opinion au sujet des parcs nationaux. Je crois que le Gouvernement,—et je reconnais son mérite en cela,—a bien raison d'augmenter les dépenses relatives aux parcs nationaux. A mon sens, ces parcs sont un actif pour le Canada et ils devraient rapporter des dividendes d'une année à l'autre. On se rendra compte de leur valeur à mesure que les années passeront et que le nombre des touristes augmentera. Je crois que l'est de l'Ontario,—en passant, je mentionne le comté de Leeds qui, après tout, est le centre de villégiature le plus populaire de l'est de l'Ontario,—devrait avoir bientôt un parc national établi sur une base vraiment digne de notre pays et en harmonie avec les beautés naturelles et les attraits de cette partie du Canada.

Le tourisme, bien entendu, est intimement lié à cette question. Depuis que je suis député, je n'ai jamais laissé passer une session sans parler de la valeur du tourisme pour notre pays non seulement au point de vue monétaire mais aussi parce que nous avons besoin de l'amitié des gens qui viennent nous visiter. Les gens avec lesquels nous avons joué au golf, fait la pêche ou peut-être des promenades en bateau se sentiront bien disposés à commercer avec nous si, leur ayant